



LE SERVICE PUBLIC territorial C'EST UN bien PUBLIC

Pont de Claix, le 11 octobre 2021

Syndicat CGT Territoriaux de Pont de Claix

À

Monsieur le Maire

Christophe FERRARI

LETTRE OUVERTE

La CGT des territoriaux de PONT DE CLAIX juge anormale l'instrumentalisation des services municipaux comme vecteur de consignes de l'État qui mettent à mal notre éthique d'un accès le plus large possible au service public. Et nous redoutons que l'urgence du jour ne crée un précédent.

La pandémie que subit notre pays oblige à des actions collectives et solidaires, comme cela fut le cas en priorisant l'accès au vaccin pour les plus fragiles d'entre nous.

Cependant nous dénonçons le rôle que les autorités nous assignent par l'instauration du contrôle du passe sanitaire dans certains de nos services et l'obligation vaccinale pour tout le personnel sanitaire et social.

Ces mêmes agents qui ont été fortement sollicités durant toute la pandémie, applaudis hier, et pour lesquels l'état exige maintenant la vaccination sous peine de suspension.

Depuis le début de la crise, les autorités utilisent les collectivités territoriales comme marqueurs d'une politique de lutte contre la pandémie.

Ainsi certains de nos services peuvent être interdits aux usagers en fonction d'un état de santé supposé !

Cette catégorisation brutale de la population va à l'encontre de notre ADN cégétiste, qui consiste à partager une solidarité entre les gens et un vivre ensemble, pierre angulaire de notre république !

Nos services culturels et sportifs ont pour vocation de mettre à portée de toutes et tous des œuvres et des pratiques afin de contribuer à la vitalité de notre société et de nourrir une vie sociale et démocratique de notre pays.

La lutte contre la COVID 19 exige des aménagements difficiles que nous ne contestons pas, mais rendre la présence du passe sanitaire obligatoire dans certains de nos services est une atteinte à la conception du service public en général.

C'est pourquoi nous souhaitons que des protocoles sanitaires non exclusifs soient réétudiés qui prendront soin de tous en offrant la possibilité d'accueillir le TOUT PUBLIC !

Nous souhaitons ainsi, Monsieur le Maire, vous faire part de nos réflexions et préoccupations et vous inciter à porter notre parole auprès de l'État.

Dans l'attente de votre retour, nous vous adressons nos sincères salutations,

La secrétaire Générale
Adeline LOBO